



**SEANCE DU BUREAU COMMUNAUTAIRE
DU 08 SEPTEMBRE 2022
Décision N° 2022-072-DB**

<p>Date d'affichage :</p> <p align="center">14 SEP. 2022</p>	<p>Le huit septembre deux mille vingt-deux à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à l'amphithéâtre Guiliani au siège de l'agglomération, sur convocation de Monsieur Jackie GOULET, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, Maire de la Ville de Saumur, le deux septembre deux mille vingt-deux.</p>
<p>Effectif statutaire : 52 Membres en exercice : 51 Quorum : 26</p>	<p>Membres présents : Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Béatrice BERTRAND, Pierre-Yves DOUET, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Armel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Isabelle ISABELLON, Pierre de BOUTRAY, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Jacqueline TARDIVEL Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA</p>
<p>Présents : 43 Excusé(s) : 8 dont pouvoir(s) : 2 Nombre de votants : 45</p>	<p>Excusé(s) : Marc BONNIN, Loïc BIDAULT, Isabelle GRANDHOMME, Sébastien CAILLEAU, Guillaume MARTIN, Eric LEFIEVRE, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT</p>
<p>Secrétaire de séance : Sandrine LION</p>	<p>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : Marc BONNIN à Jackie GOULET, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA</p>
<p>Date transmission contrôle de légalité : 14 SEP. 2022</p>	

MODALITÉS POUR LE FINANCEMENT DES EXTENSIONS DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT SUR LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) est régulièrement sollicitée pour des demandes d'extension de réseaux d'eau potable ou d'assainissement par des particuliers ou des entreprises. Afin de maîtriser le développement du territoire et le coût économique associé à la réalisation de ces extensions, il est nécessaire de définir des modalités applicables à l'ensemble des usagers du territoire communautaire.

En préambule, il est rappelé que le financement des équipements publics doit répondre à 4 principes :

- principe de légalité (article L332-6 du Code de l'Urbanisme) : le financement des équipements publics à l'occasion des autorisations d'urbanisme est spécifiquement encadré et aucune forme de participation autre que celle définie par les textes ne peut être exigée (aucune dérogation possible même avec l'accord de l'utilisateur),
- principe de non cumul : il est interdit de demander 2 fois à l'utilisateur le financement d'un même équipement,
- principe de proportionnalité : les équipements créés doivent répondre aux besoins des futurs habitants ou constructions objet de la demande,
- principe de non enrichissement de la collectivité : la collectivité ne peut pas demander un financement supérieur au coût de la réalisation des équipements.

Les possibilités réglementaires de financement sont variables en fonction :

- de l'existence d'une autorisation d'urbanisme (permis de construire)
- du nombre de bénéficiaires
- de la nature de l'extension (eau potable ou assainissement)

Notion de bien propre :

Un bien propre est un équipement dont l'usage est exclusivement réservé à un usager. Les branchements individuels reliant le terrain aux réseaux situés sur le domaine public, éventuellement par le biais de servitudes ou de voies privées, sont des biens propres à la charge du propriétaire.

Ces branchements « bien propre » se limitent en longueur à :

- pour l'eau potable : 100m entre le raccord (prise) sur le réseau et le projet
- pour l'assainissement : uniquement au droit de la parcelle sur le réseau public (directement, ou indirectement via une servitude sur domaine privé)

1- Financement des extensions de réseaux pour les projets avec une autorisation d'urbanisme

Les textes réglementaires prévoient les possibilités de financement suivantes :

- financement directement par le demandeur pour la réalisation d'équipements propres,
- reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la commune,
- mise en place d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) : il relève d'une décision sur l'ensemble du financement des équipements publics. Il est signé par la collectivité compétente en matière de PLU et entraîne une exonération de la Taxe d'Aménagement pour une durée de 1 à 10 ans,
- Participation pour équipements publics exceptionnels (PEPE) : cette participation peut être demandée uniquement pour des projets à caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal. Le montant demandé peut correspondre à tout ou partie des frais de création de l'extension. Cette participation doit être prescrite dans l'arrêté de permis après accord de la collectivité responsable du réseau.

Il est proposé de ne pas retenir une sollicitation des communes pour le reversement de la taxe d'aménagement.

De même, le dispositif de PUP s'appliquant pour le financement des équipements au-delà des réseaux d'eau et d'assainissement, et étant destiné aux projets d'ampleur avec un portage privé, il n'est pas mentionné dans les hypothèses ci-après.

Tableau récapitulatif des financements **non cumulatifs** envisageables pour des projets avec autorisation d'urbanisme en fonction de la nature des demandes :

Possibilités de financement	Financement direct par le demandeur (bien propre)	Participation pour équipement public exceptionnel (PEPE)	Financement par la communauté d'agglomération
Raccordement pour un usage exclusif – bien propre (1 demandeur) - eau potable : jusqu'à 100 m - assainissement : réseau au droit	OUI	NON	NON
Raccordement pour un usage exclusif d'habitation (1 demandeur) - eau potable : plus de 100 m - assainissement : toute parcelle non desservie	NON	NON	OUI *
Raccordement pour un projet à caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal (1 demandeur) - eau potable : plus de 100 m - assainissement : toute parcelle non desservie	NON	OUI	OUI *
Raccordement pour plusieurs demandeurs	NON	NON	OUI *

* sous conditions (voir ci-après)

Il est rappelé que les aménagements intérieurs des lotissements et ZAC sont à la charge exclusive des aménageurs. La rétrocession du patrimoine se fait dans le cadre de la démarche validée conformément à la Décision 2021-117-DB du Bureau Communautaire du 9 décembre 2021.

Pour la desserte des ZAC, les règles de financement sont fonction des mentions dans le permis d'aménager et doivent répondre aux règles de non cumul.

2- Financement des extensions de réseaux pour les habitations/bâtiments existants, sans autorisation d'urbanisme

Les textes réglementaires prévoient les possibilités de financement suivantes :

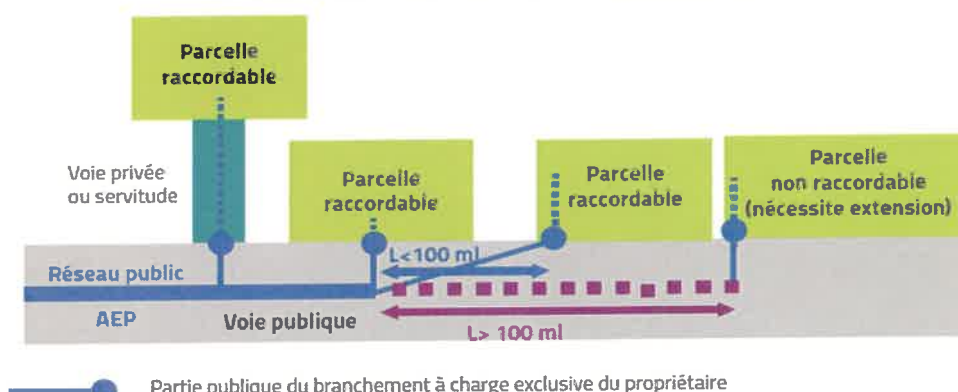
- financement directement par le demandeur pour la réalisation d'équipements propres,
- financement par une offre de concours : le (ou les) propriétaires souhaitant une extension (sans limite du nombre de demandeur ou de distance) propose(nt) la prise en charge de tout ou partie des frais de raccordement. Le réseau ainsi créé n'est pas un bien propre et peut être utilisé au bénéfice d'autres usagers même s'ils n'ont pas participé financièrement. Cependant si l'un des financeurs est bénéficiaire d'une autorisation d'urbanisme dans un délai raisonnable, il est en droit de demander le remboursement des sommes versées.

Tableau récapitulatif des financements envisageables pour des habitations/bâtiments existants, sans autorisation d'urbanisme :

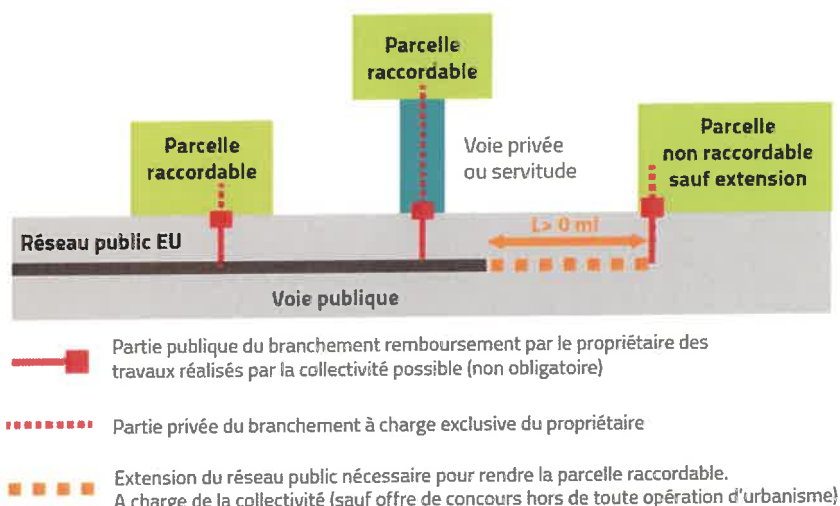
Possibilités de financement	Financement direct par le demandeur (bien propre)	Offre de concours	Financement par la communauté d'agglomération
Desserte pour un usage exclusif (1 demandeur) - eau potable : jusqu'à 100 m - assainissement : parcelle desservie	OUI	NON	NON
Desserte pour un usage exclusif (1 demandeur) - eau potable : plus de 100 m - assainissement : toute parcelle non desservie	NON	OUI	OUI *
Desserte pour plusieurs demandeurs	NON	OUI	OUI *

* sous conditions (voir ci-après)

Eau potable : prise en charge raccordement et extensions



Assainissement collectif : prise en charge raccordement et extensions



Les demandes de travaux d'extension, notamment à la charge de la collectivité, sont étudiées au cas par cas au regard des critères suivants :

- les possibilités de développement sur les parcelles environnantes en fonction du PLUI,
- l'intérêt économique, touristique, agricole avec éventuellement la création d'emploi et/ou la classification en « établissement recevant du public »,
- les besoins en eau et/ou caractéristiques des rejets pour prendre en compte la capacité des équipements publics (quantité d'eau disponible ou station d'épuration suffisante),
- la faisabilité technique du projet en analysant plus particulièrement le risque sanitaire pour la desserte en eau potable,
- un chiffrage du projet avec étude comparative technico / économique si cela s'avère opportun,
- la capacité financière de la collectivité pour faire ces travaux et la compatibilité avec sa programmation pluriannuelle d'investissement.

Quand la faisabilité technique est confirmée, l'analyse croisée des critères ci-dessus va permettre de hiérarchiser les demandes.

Afin de limiter le nombre de dossiers et ainsi contenir l'extension des réseaux et maîtriser financièrement les budgets eau et assainissement, tout en répondant aux enjeux de développement du territoire, il est proposé :

- d'étudier toutes les demandes de raccordement en eau potable pour les habitations ou les bâtiments à vocation économique (industriel, agricole, touristique),
- d'étudier uniquement les demandes de raccordement au réseau d'assainissement pour les projets situés en zonage collectif ou présentant un intérêt économique,
- d'appliquer le financement par le demandeur pour tout bien propre jusqu'à 100m pour l'eau potable et pour les terrains desservis pour l'assainissement,
- pour les demandes préalablement validées par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, de solliciter une participation à hauteur de 50 % au titre de la PEPE (Participation pour Equipements Publics Exceptionnels) pour tout projet de construction faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme et présentant un intérêt industriel, touristique, artisanal ou agricole,
- pour les demandes préalablement validées par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, de solliciter par le biais d'une offre de concours une participation à hauteur de 50 % pour le financement des travaux d'une extension destinée à des constructions existantes (opération sans autorisation d'urbanisme de moins de 5 ans et sans projet justifiant une autorisation d'urbanisme dans les 5 ans à venir).

Compte tenu des éléments techniques développés ci-dessus,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales aux termes duquel le Président et le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu la délibération n° 2020-056 DC du 16 juillet 2020 portant élection du Président ;

Vu la délibération 2020-124 DC du 30 juillet 2020 votée par le Conseil de Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, complétée par la délibération n° 2020-180 DC du 12 novembre 2020 ;

Vu l'article L332-6 du Code de l'Urbanisme définissant le financement des équipements à l'occasion des autorisations d'urbanisme ;

Vu l'article L.332-15 du Code de l'Urbanisme définissant la notion d'« équipements propres » ;

Vu la décision n°2020-094-DB du Bureau Communautaire du 10 décembre 2020 approuvant les modalités techniques et financières d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement ;

Vu la Décision n°2021-117 DB du Bureau Communautaire du 9 décembre 2021 approuvant la convention de transfert de propriété pour les projets d'aménagements dont les réseaux et/ou ouvrages d'eau potable et/ou d'assainissement seront rétrocédés à la CASVL ;

Considérant la nécessité de définir des modalités de prise en charge des extensions de réseaux conformément aux textes en vigueur et dans le respect des contraintes techniques et financières ;

Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** l'étude des demandes d'extensions réseau d'eau potable formulées par les usagers pour toute habitation ou bâtiment avec un intérêt économique ;
- **D'APPROUVER** l'étude des demandes d'extension du réseau d'assainissement formulées par les usagers uniquement pour les biens situés dans le zonage d'assainissement collectif ou présentant un intérêt économique ;
- **D'APPROUVER** la non sollicitation des communes pour un reversement de la taxe d'aménagement ;
- **D'APPROUVER** le financement par les demandeurs de toute demande de raccordement exclusif, assimilée à un équipement propre, au réseau d'eau potable jusqu'à une distance de 100 m sur le domaine public et tout raccordement au réseau d'assainissement dès que le terrain est desservi directement ou indirectement par le biais d'une servitude ;
- **D'APPROUVER** la sollicitation d'une participation à hauteur de 50 % au titre de la PEPE (Participation pour Equipements Publics Exceptionnels) pour tout projet de construction faisant l'objet d'une autorisation d'urbanisme et présentant un intérêt industriel, touristique, artisanal ou agricole, sous réserve que la demande ait été préalablement validée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- **D'APPROUVER** la sollicitation d'une participation à hauteur de 50 % par le biais d'une offre de concours pour le financement des travaux d'une extension destinée à des constructions existantes (opération sans autorisation d'urbanisme de moins de 5 ans et sans projet justifiant une autorisation d'urbanisme dans les 5 ans à venir), sous réserve que la demande ait été préalablement validée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer tous documents relatifs à l'établissement de la Participation pour Équipements Publics Exceptionnels (PEPE) ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à signer les conventions d'offres de concours et tout acte s'y rapportant ;
- **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau communautaire approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour : 45 – Contre : 0 - Abstention : 0


Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Jackie GOULET